

EDITORIAL

Syrie : un enjeu géopolitique régional

Le « printemps arabe » a surtout été un slogan médiatique ne signifiant absolument rien si l'on veut bien considérer que la situation dans chaque pays n'est pas comparable. En tout état de cause, une alouette ne fait pas le printemps et il faudrait que l'on nous explique pourquoi ceux qui célèbrent à qui mieux mieux le prétendu printemps arabe n'évoquent jamais la situation dramatique du peuple palestinien ou celle de l'Irak détruit, menacé d'éclatement et, pour partie, en voie de colonisation par l'Iran. À vrai dire, il est possible de faire un bilan très mitigé des événements qui ont marqué la région depuis décembre 2010. Dans certains pays, en particulier en Tunisie et en Egypte, on ne peut que constater le chaos ou des risques de retour en arrière dans le cadre de tractations opportunistes entre diverses forces tentant de récupérer le mouvement. Dans d'autres pays, où toute forme d'aspiration au changement est étouffée, il règne un inquiétant immobilisme ou une répression sanglante comme en Syrie.

L'affaire syrienne est particulièrement importante. Depuis 1970, ce pays est soumis à la dictature d'un régime qui n'est en rien baassiste mais simplement sectaire et criminel. Loin d'être héritier de la secte des Assassins, ce régime n'a pas seulement eu recours à l'assassinat politique et aux attentats terroristes, notamment au Liban et à Paris (assassinat de Salahedine Bitar, en 1981 ; attentat de la rue Marbeuf, en 1982), il a martyrisé son peuple durant quatre décennies. Il faut se souvenir qu'en 1982, les troupes d'Hafez el Assad avaient massacré près de 30 000 personnes dans la ville de Hama ! On peut simplement se demander pourquoi, un tel régime a bénéficié aussi longtemps de la complaisance de certaines puissances. La réponse est simple, le régime du clan Assad et de ses proches n'a cessé de jouer contre les causes arabes, notamment en se montrant l'adversaire acharné du président palestinien Yasser Arafat et se faisant l'allié de l'Iran perse contre les Arabes. C'est ce même Iran qui envoie maintenant des milliers de miliciens (Pasdarans et autres) au secours de son vieux complice. C'est dire si Téhéran ne peut en aucun cas être partie prenante à une solution de la crise syrienne.

Aujourd'hui encore, des esprits malins tentent de soutenir que le renversement des assassins pourrait créer un désordre régional, comme si les tortures et les massacres ne constituaient pas un désordre ! Tout est là. Il est impossible



de comprendre l'enjeu des événements actuels en Syrie sans tenir compte de la place de ce pays dans la région. La Syrie est considérée, à juste titre, comme le cœur du monde arabe, son centre de gravité. Elle constitue un verrou stratégique essentiel qui contrôle le passage de la Mésopotamie (Irak) et de la Péninsule arabe vers la Méditerranée. Elle a une influence naturelle sur les évolutions au Liban et en Palestine. Historiquement, Damas a été le berceau du mouvement national arabe qui s'est développé au début du XX^e siècle. Du coup, depuis la chute de l'Empire ottoman la question syrienne a été au centre des enjeux régionaux. Le contrôle ou la neutralisation de la Syrie pour l'empêcher de jouer un rôle prépondérant dans l'organisation d'une force arabe indépendante a constitué un objectif prioritaire pour les puissances hégémoniques. Ainsi, la terrible épreuve qui oppose le peuple syrien et le régime, soutenu par une Russie qui, fidèle à sa vieille stratégie d'accès aux mers chaudes, ne veut pas perdre sa dernière base en Méditerranée, ne concerne pas seulement l'avenir de la Syrie. C'est ici un enjeu géopolitique majeur pour tout le Proche-Orient et c'est peut-être ici qu'aura lieu le début du vrai printemps arabe, le jour où la Syrie retrouvera un Etat national fidèle à sa mission éternelle.

Charles Saint-Prot

Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques

ACTIVITÉS OEG

CONFÉRENCE À GENÈVE

Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) a donné une conférence lors du 5^e congrès mondial des infirmiers et infirmières francophones qui 'est déroulé au Centre International de Conférences de Genève, le 21 mai 2012, en présence d'un millier de délégués de plus de quarante pays membres de l'espace francophone. La conférence a porté sur le thème: Les femmes et la société dans les pays arabes francophones: changements, amélioration ou régression de la condition féminine?

Elle a notamment exposé que dans plusieurs pays du sud de la Méditerranée, on a pu assister à des évolutions, agitées ou tranquilles, concernant toute la société, et plus particulièrement les femmes. La situation chaotique qui a suivi les révolutions, par exemple en Tunisie et en Égypte, et la montée en puissance de certains mouvements politiques, ont conduit à des inquiétudes sur la condition des femmes. Zeina el Tibi a affirmé que cela ne signifie pas que l'Islam soit incompatible avec les droits de la femme, c'est surtout une question de bonne compréhension de la religion qui ne doit pas être confisquée par des cercles obscurantistes. Elle a noté qu'il existe des cas d'évolution positive de la condition de la femme, par exemple au Maroc. Elle a conclu « il en est de la condition féminine dans les pays arabes comme de l'ensemble de la société. Tout dépend des choix qui sont faits. Nous voyons bien que chaque fois qu'il y a eu une volonté de changement positif, des choix courageux, des politiques ambitieuses, les progrès ont été réels et rapides ». (voir la vidéo : <http://vimeo.com/44536159>)

FORUM DE L'IMRI À CASABLANCA



Charles Saint-Prot, directeur de l'OEG a participé au Forum de l'Institut marocain des relations internationales (IMRI), qui s'est tenu à Casablanca, les 11 et 12 mai, sur le thème « Perspectives du printemps arabe: quel rôle pour l'Union européenne et la communauté internationale? ». Ce forum, organisé en collaboration avec

la Fondation Hanns Seidel, a réuni de nombreux intervenants du Maghreb et des pays européens. Charles Saint-Prot a présenté une communication intitulée « Pour un partenariat euro-arabe ». Il a précisé que Parler de « printemps arabe » ou d' « effet domino » est une facilité qui ne traduit pas une réalité beaucoup plus complexe, la situation étant très différente dans chaque pays concerné, les uns ayant évolué vers des changements chaotiques, les autres étant enfermé dans un immobilisme ou la répression sanglante, tandis que les plus sages ont anticipé les évolutions depuis longtemps et évoluent dans la tranquillité... Aujourd'hui, les choses sont loin d'être stabilisées au Caire, à Tunis et même en Libye où le peuple est au moins débarrassé d'une dictature criminelle. Au Caire et à Tunis, bien des inquiétudes demeurent, notamment chez beaucoup de ceux qui sont attachés à certaines évolutions et à des acquis incontestables. Par ailleurs, le rôle de la communauté internationale notamment des pays européens, ne peut consister à donner des leçons, ni de tenter d'imposer des systèmes et des idéologies car il n'y a pas un prêt-à-gouverner comme il y a un prêt-à-porter ou un prêt-à-manger dans les officines de restauration rapide produisant une nourriture standardisée. Chaque pays doit avancer selon ses besoins, ses réalités, ses valeurs, son identité propre, sa spécificité. Les pays du Sud concernés doivent d'abord compter sur eux-mêmes pour trouver les moyens d'assurer l'unité nationale et mettre en place les outils du développement global, c'est-à-dire économique et social. Dans ce contexte, il serait naturellement utile que les pays européens puissent apporter leur aide en imaginant une nouvelle coopération tenant compte, d'une part, de l'échec des expériences passées, et, d'autre part, de l'indéniable complémentarité qui justifie un partenariat plus étroit dans tous les domaines. Ce partenariat devra être fondé sur le respect réciproque et sur un pied d'égalité entre les deux rives. Pour être équilibré, il devra être euro-arabe, c'est-à-dire impliquer à la fois les pays de l'union européenne mais aussi tous ceux de la Ligue des États arabes. C'est à cette condition que le projet euro-arabe pourra représenter une vraie ambition partagée.

LE DÉVELOPPEMENT DU MAROC À L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE.

L'Association des Étudiants Marocains de France (AEMF) a organisé le 9 juin 2012 aux salons de l'Académie Diplomatique Internationale de Paris, une conférence sur le développement économique et politique au Maroc. Le premier thème a traité des aspects économiques et plus précisément la place qu'est amené à prendre le Maroc au niveau régional et international, avec des communications de Abdelkader Amara, ministre du Commerce, de l'industrie et des nouvelles technologies, Abdelmalek Alaoui, Président de l'association marocaine d'intelligence économique, plusieurs dirigeants de sociétés marocaines, Steve Gentili, Président BRED Banque populaire et Forum Francophone des affaires,

Thierry Courtaigne, vice-président de Medef International, le professeur Henri-louis Védie (HEC). Le second thème a traité de la vie politique au Maroc de la nouvelle Constitution de 2011, avec de représentants des partis politiques marocains et Charles Saint-Prot qui a présenté une analyse de la Constitution de 2011.

Charles Saint-Prot a exposé que le Maroc a entrepris depuis une quinzaine d'années une évolution institutionnelle et politique dans le respect de la réalité du pays. Durant tout ce temps, le Maroc a franchi plusieurs étapes décisives dans le renforcement de l'État moderne. La monarchie, réformatrice par essence, a convié à un effort d'adaptation qui met en relief ce que l'on peut appeler l'exception marocaine. La mise en place de la Constitution de 2011, adoptée par référendum populaire, constitue une étape importante de cette évolution puisqu'elle définit une formule marocaine bien adaptée à l'identité du pays et à la recherche du consensus qui doit toujours être l'objectif d'une sage politique. La réforme de 2011 a permis la constitutionnalisation des droits et libertés publiques mais aussi tout ce qui contribue au renforcement du lien social: condition de la femme, protection de la famille, Initiative nationale de développement humain, protection des droits de l'homme. En même temps, a été précisé le rôle des organes, notamment judiciaires, chargés de garantir tous ces droits. En outre, les élections régionales auront lieu en 2013 devraient permettre la poursuite du projet de régionalisation lancé par le Roi en janvier 2011. Les efforts du Maroc méritent que la communauté internationale, en premier lieu les nations de l'Europe, continue de le soutenir sur cette voie. En effet, il est clair que le modèle marocain d'évolution dans la stabilité devra servir d'exemples aux autres pays de la région.



TABLE RONDE SUR LA SITUATION EN SYRIE

L'Observatoire d'études géopolitiques a organisé, à son siège à Paris, une table ronde sur la situation en Syrie, le 29 juin, en présence d'un opposant syrien en exil qui a apporté son témoignage sur la répression du régime et sur les principales forces politiques dans le pays. La rencontre a permis de préciser que le mouvement d'insurrection populaire rassemble principalement des Syriens de toutes les confessions et l'objectif de la révolution contre la tyrannie est le regroupement de toutes les forces vives du pays sans aucune exclusive.

TÉTOUAN : CONDITION DE LA FEMME EN MÉDITERRANÉE



Dans le cadre de la 5^e édition du festival « Voix des femmes » de Tétouan (Maroc), Zeina el Tibi, présidente déléguée de l'OEG, a participé à la conférence « l'approche genre dans le développement de la condition de la femme en Méditerranée » organisée, le 7 juillet 2012, par l'association Voix de femmes, présidée par l'ambassadrice Karima Benyaich, et le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe dont Deborah Bergamini préside le conseil exécutif. La conférence a eu pour objet d'étudier par un panel d'experts de l'espace méditerranéen les expériences du Maroc et d'autres pays du Sud de la Méditerranée et des pays européens en matière des actions, au niveau étatique et de la société civile, visant au développement de la condition de la femme. Zeina el Tibi, qui est par ailleurs membre du Réseau Euro-Med des femmes du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, a présenté une communication sur « Les médias et la culture : instruments d'expression et de promotion des femmes »

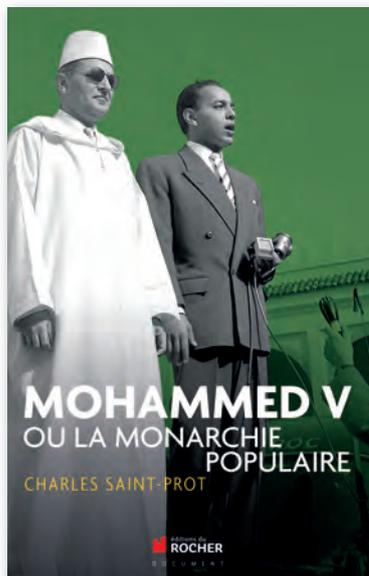
INTERVENTIONS SUR LES MÉDIAS

Charles Saint-Prot et Zeina el Tibi ont donné des analyses sur la situation en Syrie, l'évolution en Égypte, le bilan des printemps arabes, le Maroc, le Soudan du Sud, la condition de la femme dans les pays du sud de la Méditerranée, etc. sur de nombreux médias: Télévision Public Sénat, TV 5 Monde, Radiotélévision Suisse, LCI, RTL, Atlantic Radio, Med 1, 2M, Radio Orient, Beur FM...

PROCHAINES ACTIVITÉS

Colloque sur le Maroc à Bruxelles; réunion sur la situation au Sahel; colloque sur l'enseignement de l'Islam en Europe à Barcelone; table ronde sur les pays émergents à Paris; conférence le développement politique et socio-économique des femmes, à Istanbul, colloque Islam et démocratie, colloque sur l'éthique économique dans les religions monothéistes.

LES LIVRES



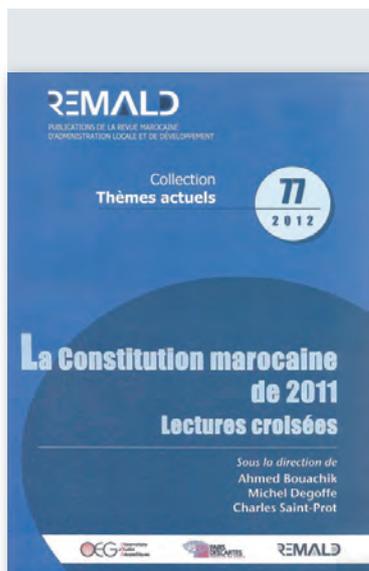
*Mohammed V
ou la monarchie populaire*
par Charles Saint-Prot
Le Rocher, 2011



*L'Islam et l'effort d'adaptation
au monde contemporain :
l'impératif de l'ijtihad*

dir. Abdulaziz Othman Altwaijri
et Charles Saint-Prot.

CNRS éditions, 2011.



*La constitution marocaine
de 2011, lectures croisées*

dir. Ahmed Bouachik, Michel
Degoffe, Charles Saint-Prot

Remald et OEG (à nos
bureaux)

Robert Galley †

Le vendredi 15 juin 2012, Charles Saint-Prot a assisté à la cérémonie aux Invalides en hommage à Robert Galley, décédé le 8 juin, Compagnon de la Libération, grande figure de la Résistance et du gaullisme.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient et des correspondants sur les cinq continents.

Directeur : Charles Saint-Prot

Présidente déléguée : Zeina el Tibi

Conseil scientifique :

Professeur Christophe Boutin
professeur agrégé des universités

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Dr François-Bernard Huyghe
*docteur en science politique (hdr),
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Professeur Pierre Pascallon
*professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Thierry Rambaud
professeur agrégé des universités

Professeur Frédéric Rouvillois
*professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau
75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

etudesgeo@yahoo.com

www.etudes-geopolitiques.com

Secrétariat :

du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187